



Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

Procès-verbal de la réunion du 29 janvier 2013

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 20 novembre 2012 (N°3) et du 11 décembre 2012 (N°5)
2. 6467 Projet de loi portant modification
 - du Code du Travail
 - de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et
 - de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
 - Rapporteur : Monsieur Paul-Henri Meyers

 - Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
3. Présentation orale du cadre de référence de l'éducation non-formelle énonçant les objectifs et principes pédagogiques pour les structures d'accueil des enfants et les maisons des jeunes
4. Lettre ouverte de l'a.s.b.l. "Nëmme mat eis!" concernant la mise en oeuvre de la loi du 28 juillet 2011 transposant la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées:
 - Echange de vues avec Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration (demande du groupe LSAP)
5. Divers

*

Présents : Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Paul-Henri Meyers, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, M. Roland Schreiner

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Nico Meisch, M. Manuel Achten, M. Pierre Biver, du Ministère de la Famille et de l'Intégration

Dr. Waltraut Hartmann, Charlotte Bühler Institut, Wien

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Jean-Paul Schaaf, Président de la Commission

*

1. Approbation de projets de procès-verbal

Les projets de procès-verbal sont approuvés sans observation.

2. Projet de loi 6467

Monsieur le Président rappelle qu'au cours de sa réunion du 20 novembre 2012, la Commission avait examiné l'avis du Conseil d'Etat qui contient l'annonce d'un refus de la dispense du second vote constitutionnel en raison de la transposition incomplète de la directive 2010/18/UE concernant les droits des fonctionnaires de l'Etat. Le Conseil d'Etat précise que l'article 2 de cette directive prévoit une « obligation de faire imposée aux Etats membres ». En vertu de l'article 2 de la directive : « Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions nationales arrêtées en application de la présente directive. Les sanctions sont effectives, proportionnées et dissuasives. ».

Madame le Ministre présente les amendements gouvernementaux, dont le deuxième tient compte de la critique ci-dessus du Conseil d'Etat en ajoutant un article L.234-49bis nouveau au Code du Travail, libellé comme suit :

« **Art. L.234-49bis.** La violation des obligations aux articles L.234-43 à L.234-49 donne droit, au profit de la personne ayant subi ladite violation, à des dommages et intérêts, ci-après appelée indemnité, à fixer par le tribunal du travail. L'indemnité, qui est effective et dissuasive, est fixée en application du principe de proportionnalité en tenant compte notamment de la gravité de la violation et de la situation de la personne ayant subi ladite violation. ».

Suivant le commentaire de l'amendement, la sanction retenue au sens de l'article 2 de la directive précitée consiste en un dédommagement civil sous forme d'une indemnité que la personne concernée doit réclamer devant le tribunal du travail.

Madame le Ministre souligne que cette demande peut émaner d'un employé ou d'un employeur et que le dédommagement peut aller dans les deux sens.

De même, l'article 29septies de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat (article II du projet de loi) et l'article 30septies de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux (article III du projet de loi) sont complétés chacun par un paragraphe 3° nouveau. Ce texte prévoit « des dommages et intérêts effectifs et dissuasifs qui sont fixés en application du principe de proportionnalité en tenant compte de la gravité de la violation des obligations précitées et de la situation du fonctionnaire concerné » (amendements 5 et 6).

L'amendement 5 a aussi pour objet d'ajouter à l'article II du projet de loi deux paragraphes destinés à compléter les articles 29ter et 29septies de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Le paragraphe 2° nouveau, complétant l'article 29ter ci-dessus, est libellé comme suit :

« Le fonctionnaire qui reprend son activité initiale à l'issue du congé parental a droit à un entretien avec le chef d'administration ayant pour objet de demander l'aménagement de son horaire et/ou de son rythme de travail pendant une période déterminée ne pouvant pas dépasser la durée d'une année à compter de la date fixée pour le retour au travail. Le chef d'administration examine sa demande et y répond en tenant compte du besoin du service et du besoin du fonctionnaire. En cas de rejet de la demande faite par le fonctionnaire, le chef d'administration est tenu de motiver son rejet. ».

La modification répond à la revendication du Conseil d'Etat de prendre en compte également le droit du parent fonctionnaire d'Etat. En effet, dans son avis du 9 octobre 2012, le Conseil d'Etat considère comme incorrecte l'analyse des auteurs du projet de loi qui estiment « que le droit d'initiative qu'ils entendent conférer au fonctionnaire communal lui permettant d'exiger un aménagement de l'horaire et/ou du rythme de travail est déjà accordé au fonctionnaire d'Etat dans les dispositions légales et réglementaires propres à son statut et que dès lors il serait superfétatoire de légiférer ». Aux yeux du Conseil d'Etat, la directive 2010/18/UE va plus loin que le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 2011 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'Etat. Selon l'interprétation du Conseil d'Etat « de la clause 6 sous le point 1 de l'accord-cadre sur le congé parental du 18 juin 2009 dont la directive susmentionnée porte application¹, le droit qui est accordé au salarié va bien au-delà d'un simple aménagement de la tranche horaire mobile: il doit en effet être possible d'aménager son temps de travail au-delà de la tranche d'horaire mobile et de trouver d'autres aménagements horaires.

Par ailleurs, le libellé du texte de la clause 6 susmentionnée montre qu'est visé non seulement un aménagement d'horaire, mais alternativement un aménagement du rythme de travail. Or, il s'agit de deux notions différentes, alors que pour un même temps de travail on peut avoir un rythme de travail plus accentué ou moins accentué. Ainsi, un fonctionnaire pourrait être amené à demander à être déchargé de certaines tâches pour disposer de plus de temps pour effectuer celles qui lui restent acquises. ».

Les amendements 1, 3 et 4 ne donnent pas lieu à observation.

3. Présentation orale du cadre de référence de l'éducation non-formelle énonçant les objectifs et principes pédagogiques pour les structures d'accueil des enfants et les maisons des jeunes

En guise d'introduction, Monsieur le Président précise que la présente réunion se situe dans le contexte des mesures de qualité prévues par le Ministère de la Famille dans le domaine de l'éducation non-formelle des enfants et des jeunes. La Commission s'est d'ailleurs vu présenter au cours d'une réunion jointe avec la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports la mise en œuvre du plan d'encadrement périscolaire.

¹ Avis du Conseil d'Etat, Considérations générales : « Le projet de loi sous avis a pour objet la transposition de la directive 2010/18/UE du Conseil du 8 mars 2010 portant application de l'accord-cadre révisé sur le congé parental conclu par BUSINESSSEUROPE, l'UEAPME (European association of craft, small and medium-sized enterprises), le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) et la CES (Confédération européenne des syndicats) et abrogeant la directive 96/34/CE. ».

Madame le Ministre rappelle qu'une coopération avec le Charlotte Bühler Institut avait déjà eu lieu dans le passé, alors qu'elle était ministre de la Promotion féminine (projet « Partageons l'égalité – Gleichheit teilen – Gläichheet delen », Geschlechtssensible Pädagogik in Kindergarten und Vorschule).

Le représentant du Ministère présente le nouveau cadre de référence national (cf. annexe 1, document PowerPoint - « Etapes vers une démarche d'assurance qualité »). Le cadre de référence sera obligatoire pour tous les services bénéficiant d'un soutien financier par l'Etat et les prestataires chèque-service accueil (CSA). Une commission, se composant de représentants de l'Entente des foyers de jour (EFJ a.s.b.l.), de l'Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes a.s.b.l., du SYVICOL (Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises), des ministères concernés dont celui de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ainsi que de l'Université du Luxembourg, soumettra le cadre de référence national à un examen critique permettant de l'adapter si nécessaire. Les différents prestataires seront tenus d'élaborer un concept sur base du cadre de référence, tout en pouvant mettre l'accent sur leurs spécificités pédagogiques. La tenue d'un journal de bord par le prestataire permet de vérifier la mise en œuvre de ce concept, le contrôle en étant exercé par les agents régionaux « enfance et jeunesse » prévus par le projet de loi 6410 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Les parents ont également une part de responsabilité par le choix, sur base du journal de bord, du prestataire et donc du concept pédagogique et en veillant avec les agents régionaux à ce que les activités du service correspondent au concept décrit. Une formation continue du personnel des services d'éducation et d'accueil pour enfants et des services pour jeunes sera assurée (projet de loi 6410, projet de règlement grand-ducal concernant l'assurance de la qualité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants et dans les services pour jeunes).

Frau Dr. Hartmann stellt anschliessend den Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter vor (cf. annexe 2).

Neue Erkenntnisse der Bildungswissenschaften

Bildung wurde heutzutage neu definiert: ein zukunftsorientiertes Bildungsverständnis ist ein erweitertes Bildungsverständnis. Es ist nicht nur die formale Bildung gemeint, welche in der Schule praktiziert wird; hinzu kommen die non-formalen Einrichtungen, sowie das was das Kind mit der Familie und den Gleichaltrigen (Peers) erfährt. Die non-formalen Einrichtungen haben ein Bildungspotenzial, das für die Lebensgestaltung der Kinder sehr wichtig ist. Diese Einrichtungen werden immer mehr ausgebaut; zu dem starken flächendeckenden Ausbau kommt hinzu, dass die Kinder immer jünger in diese Einrichtungen eintreten. Die Rolle der Familie wird auch immer ernster genommen, d.h. es wird angestrebt, dass die non-formalen Einrichtungen eine besondere Kooperation mit den Familien haben. Der Zweck besteht darin, dass der Chancenausgleich besser gelingt, welcher ebenso wie die Familienergänzung eine zentrale Aufgabe der non-formalen Bildung ist. Es hat sich nämlich gezeigt, dass die herkunftsbedingten Ungleichheiten durch Bildung ausgeglichen werden können. Es ist notwendig, dass die Kinder in den non-formalen Einrichtungen zusätzlich zu den formalen Einrichtungen noch einen andere Form von Bildung erfahren.

Bildungspolitische Bedeutung des Rahmenplans

Die bildungspolitische Bedeutung des Rahmenplans ist ein Bekenntnis zum eigenständigen Bildungsauftrag der non-formalen Einrichtungen. Der Blick gilt der gesamten Lebensumwelt des Kindes und allen Bildungsorten. Die Sicherung und Entwicklung pädagogischer Qualität soll durch ein definiertes Bildungsverständnis und die notwendigen Rahmenbedingungen, die dieses Bildungsverständnis möglich machen, geschehen. Gute Qualität ist dann gegeben, wenn die Kinder optimale Bedingungen für ihre individuelle Entwicklung bekommen und vielfältige Bildungsmöglichkeiten vorfinden, d.h. wenn ihre individuellen

Begabungen, Interessen und Bedürfnisse bestmöglich gefördert werden. Das definierte Bildungsverständnis und der Rahmenplan tragen wesentlich dazu bei. Als Basis gelten die wissenschaftlichen Erkenntnisse aus der :

- Entwicklungspsychologie: die entwicklungspsychologischen Eigenheiten jeder Altersstufe und die Möglichkeiten, die das Kind zum Lernen hat;
- Bildungspsychologie (Pädagogik);
- Soziologie;
- Neurobiologie.

Der Bildungsplan muss Grundlage sein für die Planung (cf. Österreich), die Reflexion und die Evaluation der Bildungsarbeit. Dann dient er dazu, dass man das Bildungsgeschehen auch in den non-formalen Einrichtungen transparent machen und in der Öffentlichkeitsarbeit verwenden kann.

Inhaltliche Struktur

Was den Aufbau des Plans betrifft, gibt es einen allgemeinen Teil, welcher die pädagogische Orientierung umfasst. Diese gilt für alle altersspezifischen Teile (frühe Kindheit – Schulkindalter – Jugendalter (Gliederung ausgearbeitet von der Universität Luxemburg)).

Pädagogische Orientierung

Bild vom Kind/Jugendlichen

Das Bildungsgeschehen kann nur festgelegt werden, wenn man ein ganz bestimmtes Bild vom Kind hat.

- ✚ Für die wissenschaftlichen Verfasser des Rahmenplans sind Kinder/Jugendliche kompetente Individuen mit einer individuellen Bildungsbiografie, und vor allem sind die Kinder neugierig, kreativ und haben von sich aus Freude am Spielen und Lernen. Die Jugendlichen suchen nach Identität innerhalb der Gesellschaft. Alle, d.h. Kleinkinder, Schulkinder und Jugendliche, haben ein Repertoire aus Ausdrucksweisen wie Sprache, Kreativität, Wertvorstellungen, welche im Laufe der Zeit, die sie in der formalen und der non-formalen Bildung verbringen, gefestigt werden. Das Wichtigste ist, dass die Selbständigkeit und Eigenverantwortung zunehmen und möglich werden.
- ✚ Kinder/Jugendliche differenzieren ihre Kompetenzen in Wechselwirkung mit ihren sozio-kulturellen Ressourcen. Hier kommt die Chancengleichheit dazu: Kinder/Jugendliche aus einem bildungsfernen/-armen Milieu sollen in den non-formalen Einrichtungen eine non-formale Förderung bekommen, d.h. man soll auf ihre Bedürfnisse und Interessen, die sie aus der Familie mitbringen, versteckt eingehen.
- ✚ Kinder/Jugendliche sind Ko-Konstrukteure ihrer Entwicklung und Bildung. Sie sollen mitbestimmen können, wie und was sie lernen und wie schnell sie lernen.
- ✚ Kinder/Jugendliche sind gleichwertige Mitglieder der Gesellschaft und haben eigene Rechte, wie auf Bildung und Information, Meinungsäußerung, aber auch auf Ruhe, Freizeit und Spiel.

Kindheit und Jugend sind als eigenständige Lebensphasen zu sehen. Daher sind auch alters- und entwicklungsadäquate Einrichtungen von hoher Qualität notwendig (Kinder haben Recht auf Bildung, die ihnen entspricht).

Bildungsverständnis

Eine nähere, sehr allgemeine Definition von Bildung sieht Bildung als dynamischen Prozess der Auseinandersetzung des Menschen mit sich selbst und seiner Umwelt. Es ist eine Form der Weltaneignung und anstelle von Wissen steht die Lernkompetenz im Vordergrund.

Die ganzheitliche Bildung bezieht sich auf formale, non-formale und informelle Prozesse, welche miteinander vernetzt sein sollten. Die informelle Bildung findet in der Familie, auf der Straße, mit den Peers, in den Medien, überall, auch in der Schule neben den Spielen und

dem Lernen statt. In der non-formalen Bildung sollten die eigenen Erfahrungen reflektiert werden und auch vielleicht eine Änderung der Weltsicht erfolgen. Wenn das passiert, spricht man in der Psychologie von Empowerment, d.h. dass die Kinder/Jugendlichen bewegt werden, eine eigenbestimmte Lebensführung zu entwickeln und nicht nur von den formalen Prozessen (also von dem, was sie an Wissen anhäufen) und von dem, was sie an informellen Prozessen erleben (die sie normalerweise gar nicht als Lernen empfinden) abhängig sind. Die non-formale Bildung sollte eine Integration sein zwischen den informellen Prozessen, die die Kinder erleben, und den formalen Prozessen in der Schule.

Non-formale Bildung

Die non-formale Bildung ist außerhalb des Schulsystems organisiert (Crèche, maison relais, Jugendhaus).

In den non-formalen Bildungseinrichtungen liegt der Schwerpunkt nicht auf der Vermittlung von Kulturtechniken und Fachwissen, sondern es wird besonderer Wert gelegt auf Individual- und Sozialkompetenz sowie auf Partizipation, so dass die Kinder/Jugendlichen befähigt werden, an den gesellschaftlichen Prozessen teilzunehmen.

Das kann nur dadurch geschehen, indem vermehrt Zeit und Raum für die eigenen Interessen der Kinder und Jugendlichen angeboten werden.

Spielen und Lernen als zentrale Bildungsprozesse

Spielen ist auch Lernen. Spiel ist die grundlegende Form des Lernens, das aktiv, entdeckend und strukturierend ist und neues Lernen anregt. Spiel ist intrinsisch motiviert, Spiel ist angeboren, lustvoll, es erweitert das Wissen durch Selbsttätigkeit. Spiel hat auch eine psychohygienische Funktion; es ist für die non-formalen Einrichtungen ganz wichtig, dass man sich entspannen und Stress abbauen kann. Die neurobiologische Bedeutung besteht darin, dass synaptische Verbindungen aufgebaut werden (Kinder wiederholen ihre Spieltätigkeiten immer wieder, sie wollen auch immer wieder die selben Geschichten hören). So entsteht ein neuronales Netzwerk, welches bezeichnet wird als neuronales Netzwerk für Weltverständnis. Diese Aktivitäten, die auf Selbsttätigkeit beruhen, bleiben dann haften. Dadurch, dass sie lustvoll sind, machen die Kinder sie immer wieder; das ist angeboren. Jedes Kind, das psychisch und körperlich gesund ist, spielt gerne.

Lernen kann auch anders erfolgen als durch Spielen, nämlich durch Experimentieren, Fragen, Forschen, Lernen am Modell (wichtig in den non-formalen Einrichtungen, dass das pädagogische Personal Modell ist, vor allem für Jugendliche), durch Versuch und Irrtum (gehört in der non-formalen Bildung dazu, benötigt Zeit), Reflexion und kritisches Hinterfragen, Üben und Wiederholen, etc..

Kompetenzen

Eine Kompetenz ist eine Verbindung zwischen Wissen und Können. Zu der Lernmotivation muss ein ganzes Netzwerk von Kenntnissen, Fähigkeiten und Fertigkeiten, auch von Strategien und Routinen dazukommen, damit man in unterschiedlichen Situationen handlungsfähig ist. Kompetenz heißt immer handlungsfähig zu sein. Wissen nützt nichts, wenn man es nicht anwenden kann. Diese Handlungsfähigkeiten sind Resultate von selbst organisiertem Lernen in Wechselbeziehung mit der Umwelt. Sie sind auch eine Grundlage für situationsadäquates und verantwortungsbewusstes Handeln (dass man auch dazwischen reflektieren kann: „Kann ich das verantworten, das so und so zu machen?“).

Es gibt verschiedene Arten von Kompetenzen:

- zur Individualkompetenz gehört das positive Selbstkonzept dazu, die Selbstständigkeit und die Verantwortung für sich selbst;
- zur Sozialkompetenz gehört dazu, dass man mit anderen kooperieren kann und dass man Empathie für andere Menschen und Lebensformen entwickeln kann;

- die Fachkompetenz besteht darin, dass man urteils- und handlungsfähig ist auf unterschiedlichen Fachgebieten oder Handlungsfeldern. Dazu gehört viel Wissen;
- die Methodenkompetenz zeichnet sich dadurch aus, dass man bestimmte Arbeitstechniken lernt, dass man über Problemlösungsfähigkeiten verfügt und über Reflexionsfähigkeit.
- Etwas abgerückt befindet sich die Metakompetenz: das ist die Fähigkeit, die eigenen Kompetenzen richtig einzuschätzen.

Merkmale der non-formalen Bildung

- die Freiwilligkeit, welche allerdings zweiseitig ist, da der Besuch der non-formalen Einrichtungen (Eltern) von den Erwachsenen bestimmt wird. Die Motivation ist grösser, wenn man etwas freiwillig macht, und man nimmt mehr teil an dem Geschehen.
- die Offenheit: die non-formalen Einrichtungen haben keinen fixen Lehrplan, sondern einen Rahmenplan. Sie können offen sein in Bezug auf Konzeption, Ziele und Methoden. Sie sollen sich auch vermehrt nach außen wenden, zur Familie oder zu anderen Institutionen, die den Kindern und Jugendlichen dann leichter zugänglich sind.
- die Partizipation: dass man teilnehmen kann an dem Geschehen und mitplanen;
- die Subjektorientierung (sich mehr an dem Kind/Jugendlichen orientieren);
- das entdeckende Lernen ;
- die Prozessorientierung ist Kompetenzerwerb als ergebnisoffene Auseinandersetzung mit sich und der Umwelt. Die Kinder können sehr viel dabei lernen und Routinen, Strategien und Kooperationsfähigkeiten ausprobieren, wenn es mehr um den Erwerb von Kompetenzen geht als ein Ziel zu erreichen. Sie haben auch mehr Freiheit bezüglich Zeit- und Leistungsdruck.
- partnerschaftliches Lernen;
- Beziehung und Dialog: das ist nur möglich, wenn die Atmosphäre angstfrei ist, nur dann ist sie auch lernfördernd;
- Autonomie und Selbstwirksamkeit: wenn die Selbstbestimmung und die Selbstwirksamkeit dazu beitragen, dass das Kind/der Jugendliche ein Empowerment erfährt. Das ist auch ein Beitrag zur Resilienz: wenn ein Kind/Jugendlicher über Autonomie und Selbstwirksamkeit verfügt, ist es/er widerstandsfähiger gegen andere Einflüsse, die vielleicht nicht so gut sind.

Altersspezifische Teile

Jeder Teil des Rahmenplans (Frühe Kindheit, Schulkindalter, Jugendalter) hat dieselbe Struktur:

- Einführung in die Altersgruppe (Einführung in das Typische, Entwicklungspsychologische der Altersgruppe);
- Definition der Rolle der Pädagoginnen und Pädagogen;
- Darstellung der Rahmenbedingungen für Bildungsprozesse in non-formalen Einrichtungen;
- Handlungsfelder der non-formalen Bildung.

Handlungsfelder der non-formalen Bildung (für alle Altersgruppen gleich)

- Emotionen und soziale Beziehungen;
- Werteorientierung, Partizipation und Demokratie;
- Sprache, Kommunikation und Medien;
- Ästhetik, Kreativität und Kunst;
- Bewegung, Körperbewusstsein und Gesundheit;
- Naturwissenschaft und Technik.

Frau Minister betont die Wichtigkeit eines Rahmenplans und die Einbeziehung der Akteure und weist auf ein Forschungsprojekt der Universität Luxemburg hin, welches aus einer quantitativen und einer qualitativen Studie über die maisons relais besteht. Die maisons relais und die Krippen sind keine zweite Schule; anspruchsvolles Spiel und Lernen müssen ihren Platz haben.

Im Verständnis von Frau Dr. Hartmann gibt es Betreuung überhaupt nicht; Bildung ist immer und überall. In Österreich gibt es pro Gruppe eine ausgebildete Pädagogin und eine Betreuerin; die Forderung des Charlotte Bühler Instituts ist, dass zwei ausgebildete Pädagoginnen in einer Gruppe sein sollen. Den Unterschied zwischen Bildung und Betreuung gibt es nicht, sondern es gibt nur weniger gute Bildung und gute Bildung im Sinne dessen, was heute als Bildungsziele formuliert wird.

Diskussion

1) Eine Abgeordnete streicht die Wichtigkeit der frühkindlichen Bindung zwischen Kind und Eltern hervor. Viele Probleme zwischen Eltern und Kindern sind zurückzuführen auf Störungen in dieser Bindung, welche sich auch im sozialen Umfeld reproduzieren (cf. Bericht ORK 2012). Wie verhält es sich mit der Bindungsfähigkeit sowohl des Kindes wie auch des Personals, angesichts der Tatsache, dass man zur Vermittlung von Bildung eine Bindung aufbauen muss?

2) Wie geht man um mit fehlenden Basiskompetenzen bei Kindern, insbesondere mit fehlenden Sozialkompetenzen (gute Manieren)?

3) Den Kindern genügend Zeit zu lassen ist eine Notwendigkeit für ihre Entwicklung. Sollte man in dem Zusammenhang auch die Räumlichkeitsbedürfnisse überprüfen?

4) Gab es bei der Erstellung des Rahmenplans einen genderspezifischen Ansatz?

Ad 1) Frau Dr. Hartmann erklärt, dass die Bindung bei dem Handlungsfeld « Emotionen und soziale Beziehungen » sehr wohl berücksichtigt wird, wobei es auch auf die Größe der Gruppe ankommt. Die Kinder brauchen auch in der Krippe eine Person, an die sie sich binden können. Die Experten empfehlen ein Verhältnis von 1:3 (eine Betreuungsperson für 3 Kinder), höchstens 1:4. Die Wichtigkeit der Bindung wird so stark betont, weil die Kinder immer jünger in die Krippen eintreten.

Ad 2) Zur guten Qualität gehört, dass jedes Kind, das in die non-formale Einrichtung kommt, individuell von einem Pädagogen/einer Pädagogin begrüßt wird. Solche Kompetenzen sollten abfärben und sie erleichtern sehr den gesellschaftlichen Umgang.

Ad 3) Bis jetzt wurde am wenigsten auf die Zeit geschaut. Dazu gehört auch, dass die Kinder genug Zeit und Ruhe zum Essen haben. Sehr wichtig sind Rückzugsräume, die gemütlich ausgestattet sind, wo die Kinder sich hinlegen und Stress abbauen können, die also eine psychohygienische Funktion haben. Ebenso gehört dazu, dass das Essen individueller wird; dies ist allerdings schwer zu verwirklichen. So sind Qualitätsmerkmale, dass nicht alle Kinder zur gleichen Zeit essen müssen. Ausschließlich eine Betreuung beim Essen entspricht nicht einer non-formalen Bildung, sondern dazu gehören Tischgespräche, das Servieren des Essens in einer angemessenen Form, die Entscheidung, wieviel man isst oder ob man etwas überhaupt nicht essen möchte, etc.. In Österreich wird besonderen Wert auf eine solche Esskultur gelegt, welche auch die Eigenverantwortung für die eigene Gesundheit fördert.

Ad 4) Die Genderfrage ist implizit, aber nicht eigens behandelt worden. Der Rahmenplan ist ein offenes Curriculum. Jedes Kind soll in seiner Individualität und in seiner Begabung gefördert werden, womit die Genderfrage dann implizit drin ist.

5) Welches sind die konkreten Forderungen an die Rolle der Erzieher, angesichts der Tatsache, dass der Rahmenplan keine solchen Forderungen enthält?

6) Welche Ausbildungsprofile sind erforderlich? Welches Personal wird in den Einrichtungen benötigt?

7) Wie verläuft der Austausch bzw. der Übergang zur öffentlichen Schule? In Luxemburg ist das Familienministerium zuständig für die Betreuungsstrukturen und das Erziehungsministerium für die schulischen Einrichtungen.

Ad 5) Was Österreich angeht, so werden die Methoden von den einzelnen Bundesländern selbst ausgearbeitet. Diese Freiheit war eine Voraussetzung für den Rahmenplan. Die Mitarbeiterinnen des Charlotte Bühler Instituts werden aber auch herangezogen und kooperieren mit den Kindergartenpädagoginnen.

Ad 6) In Österreich bestehen große Bestrebungen, dass die Lehrer und die Pädagogen in der non-formalen Bildung gemeinsam ausgebildet werden. An den pädagogischen Akademien werden momentan nur die Lehrer ausgebildet; für die Kindergartenpädagogen gibt es eigene Kurse. Das Ziel ist, die Ausbildung langsam zusammenzuführen. Der Rahmenplan ist in die Ausbildung der Kindergartenpädagogen eingeflossen.

Ad 7) Die Zusammenarbeit mit der Schule wird sehr stark angestrebt, um die Transition zu erleichtern. Es gibt verschiedenste Projekte und Konzepte, wie diese Zusammenarbeit erfolgen kann (betrifft die 5-jährigen, da mit 6 die Einschulung ist). Die Kindergärten unterstehen der Bildungsabteilung der Landesregierungen. Die Ausbildung, die Schulen unterstehen dem Bund (Bundesanstalten für Kindergartenpädagogik).

Die Frage, ob die privaten Einrichtungen unter das Bildungsrahmenprogramm von Oberösterreich fallen, wird von Frau Dr. Hartmann verneint. Alle Einrichtungen, die öffentliche Förderungen bekommen, müssen sich an den Rahmen halten und werden auch kontrolliert. Da es sich um einen Rahmen handelt, sind die Methoden nicht erwähnt, da sie unterschiedlich sind; es gilt daher die Methodenfreiheit.

Der Vorsitzende des Parlamentsausschusses bedankt sich im Namen der Abgeordneten bei Frau Dr. Hartmann für die Ausführungen.

4. Lettre ouverte de l'a.s.b.l. "Nëmme mat eis!" concernant la mise en oeuvre de la loi du 28 juillet 2011 transposant la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées

Monsieur le Président de la Commission résume les faits en rappelant que l'association « Nëmme Mat Eis ! » avait adressé en novembre 2012 une lettre ouverte aux membres de la Chambre des Députés et du Gouvernement pour rendre attentif à une lacune existant, selon elle, dans la loi du 28 juillet 2011 qui approuve notamment la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Si l'association est d'accord avec l'attribution à l'Ombudsman de la mission de protection des droits de la personne handicapée au sens de l'article 33, paragraphe 2 de la Convention, elle ne peut accepter l'absence de protection de ces droits dans le domaine privé, le domaine de compétences de l'Ombudsman se limitant au domaine public.

Monsieur le Rapporteur du projet de loi 6141 devenu la loi précitée du 28 juillet 2011 précise que le texte initial prévoyait de donner en matière de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention un rôle prépondérant à la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH). Or, dans son avis, la CCDH avait souligné que « chacune de ces missions recouvre un large ensemble d'activités ». Elle a constaté qu'elle ne disposait pas des moyens nécessaires pour remplir ces missions. En particulier, la loi du 21 novembre 2008 portant création d'une Commission consultative des Droits de l'Homme au Grand-Duché de Luxembourg lui confère certes la mission de promotion et de protection des droits

de l'Homme en un sens très large. « Cependant la mission de « protection » ne saurait être prise au sens de « défense » des droits de l'Homme, la CCDH n'ayant pas compétence pour recevoir et traiter des plaintes individuelles. Il s'ensuit que la CCDH ne pourra en aucun cas assumer la mission de protection, au sens étroit, des droits couverts par la Convention. »

Au cours de la réunion du 8 février 2011, la présente Commission a eu un échange de vues avec l'Ombudsman, où celui-ci a confirmé qu'il est déjà maintenant compétent en matière de non respect par une instance étatique du principe de l'égalité de traitement. Il a toutefois rendu attentif au fait que la Convention concerne plus de droits objectifs que subjectifs, ce qui l'a amené à exprimer ses doutes au sujet d'une auto-saisine du Médiateur, en songeant à tout ce qu'inclut la Convention et en particulier l'accessibilité aux infrastructures publiques et privées. (En effet, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a décidé qu'une personne handicapée doit avoir l'accès à la piscine la plus proche de son domicile, ce qui signifie que l'Etat a l'obligation positive de veiller à ce qu'un exploitant privé assure cet accès à sa piscine.) Extrait de la réunion du 8 février 2011 : « En raison de la compétence qu'a le Médiateur déjà actuellement, il y aurait double emploi en chargeant encore une autre instance de la mission de protection. L'extension au secteur privé constitue cependant une nouveauté. Or, les moyens d'intervention du Médiateur à l'égard de patrons privés sont très limités. Monsieur le Médiateur conclut en soulignant qu'il ne dispose pas lui-même de suffisamment de moyens pour faire systématiquement une auto-saisine pour assurer le volet protection, cette auto-saisine étant quasiment équivalente à un suivi. Le Médiateur pourra accomplir la mission de protection ; le suivi sera assuré par la CCDH à condition d'augmenter les moyens de celle-ci. ».

Monsieur le Rapporteur du projet de loi 6141 explique que l'Ombudsman traite donc de toutes les plaintes individuelles, non seulement de celles concernant le secteur public. La loi précitée du 28 juillet 2011 se situe en dehors de la compétence normale de l'Ombudsman, à l'instar de la loi du 11 avril 2010 confiant à l'Ombudsman la mission de contrôle externe des lieux privatifs de liberté [loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions]. L'orateur était également rapporteur du projet de loi devenu la loi précitée du 11 avril 2010 et avait insisté à ne pas inscrire cette mission dans la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, ceci pour le cas d'une éventuelle institution ultérieure d'un autre organe auquel serait attribuée la mission en question.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle est d'ailleurs en train d'analyser la question respectivement d'un rattachement et d'un rattachement plus étroit à la Chambre des Députés de certains organes, dont le Centre pour l'égalité de traitement (CET). Dans son avis du 16 décembre 2010 relatif au projet de loi 6141, le CET avait indiqué qu'à travers les missions que lui confère la loi, il « peut tout à fait assumer le rôle de mécanisme indépendant de promotion et de suivi sur le papier. Néanmoins, en pratique, pour pouvoir effectuer ce rôle comme il le souhaiterait et comme la convention le prescrit, les moyens humains et financiers devraient absolument être revus à la hausse. ». Si l'Ombudsman estime qu'il n'est pas en mesure d'exercer la mission qui lui a été confiée, la Chambre des Députés, qui est souveraine en la matière, pourra confier cette mission au CET.

L'orateur conclut que la réponse à donner à l'association « Nëmme Mat Eis ! » est celle de la compétence de l'Ombudsman en la matière.

5. Divers

Madame le Ministre exprime le souhait de présenter à la Commission au cours d'une prochaine réunion la stratégie nationale contre le sans-abrisme récemment adoptée par le Conseil de Gouvernement.

Luxembourg, le 28 février 2013

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président,
Jean-Paul Schaaf

Annexes : 1) « Etapes vers une démarche d'assurance qualité »
2) Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter



Projet de loi sur l'enfance et la jeunesse
Structures d'éducation et d'accueil pour enfants
Maison de Jeunes
Démarche qualité

Etapas vers une démarche d'assurance qualité
Un ensemble cohérent législatif

Un nouveau cadre de référence national

Lois

(2)

... la loi sur l'enfance et la jeunesse

modifiant la loi du 04.07.2008 sur la jeunesse

QUALITE – processus éducatif

Loi dite ASFT

QUALITE – infrastructures

...loi sur l'Assistance Parentale

modifiant la loi du 30.01.2007

RGD

Règlement
Grand-Ducal

(5)

... concernant l'assurance de la qualité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants et dans les services pour jeunes

- cadre de référence « éducation non-formelle des enfants et des jeunes »
- concept d'action général
- journal de bord, documentant la répartition des tâches et les activités des services
- système de monitoring de la pratique éducative par des agents régionaux
- coordination de la formation continue

... concernant le plan communal de l'enfance et de la jeunesse

- simplifier la procédure actuelle du plan communal jeunesse
- création du plan communal enfance

... régissant les modalités d'exécution du chèque-service accueil (csa)

- nouvelle base légale (csa)
- mise en place d'un système d'assurance de la qualité pédagogique des services participant au CSA ou bénéficiant d'un soutien financier de l'Etat

....modifiant le RGD modifié du 09/01/2009 sur la jeunesse

- missions du personnel, organisation interne SNJ

... concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants

abroger et remplacer 2 RGDs à savoir :

- RGD du 20.12.2001 – gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants
- RGD du 20.07.2005 gestionnaires de maison relais pour enfants
- Mesures prioritaires:
 - Sécurité
 - Qualifications du personnel
 - Clés d'encadrement
 - Formation continue
 - Disponibilité concertations

Modifications garantissant une analogie avec les dispositions de la démarche qualité du

- processus éducatif et
- des infrastructures

tout en tenant compte des spécificités de l'assistance parentale

Projet de loi - Processus de Monitoring



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

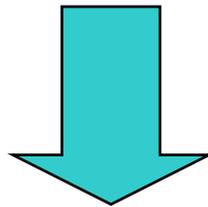
Cadre de référence:
éducation non-formelle
des enfants et des jeunes

Commission du cadre de référence
(ententes, Syvicol; ministères,
université, parents, experts....)

Priorités pédagogiques du gestionnaire

Référence pédagogique

Chaque
Gestionnaire
conventionné
et/ou reconnu
Prestataire
Chèque-
Service
Accueil



concept d'action
général

coordination
formation
continue



journal de bord

Monitoring de la pratique éducative
par des agents régionaux (SNJ)



Les services d'éducation et d'accueil

Démarche Qualité

Mesures obligatoires pour le prestataire CSA

1. Cadre de référence (Objectifs nationaux)
2. Concept d'action général (objectifs/priorités au niveau SEA)
3. Journal de bord
 - Journal des activités
 - Règlement d'ordre interne
 - Relevé des formations continues
4. Monitoring System
 - Agents régionaux affectés au SNJ (Niveau personnel éducatif)
 - Coopération gestionnaire = MIFA
5. Coordination Formation continue
 - WWW.enfancejeunesse.lu



Aufbau des Rahmenplans

- Allgemeiner Teil
 - Non-formale Bildung (Konferenz 13.12.2012)
 - Pädagogische Orientierung
- Altersspezifische Teile
 - Frühe Kindheit
 - Schulkindalter
 - Jugendalter
- Anhang: Instrumentarien

Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter

Waltraut Hartmann
für das wissenschaftliche Team des CBI

Neue Erkenntnisse der Bildungswissenschaften

Charlotte
Bühler
Institut

- **Zukunftsorientiertes Bildungsverständnis** = erweitertes Bildungsverständnis
- Umfasst **alle Bildungs- und Erfahrungsorte**: Schule, non-formale Einrichtungen, Familie und Peers
- **Bildungspotenzial non-formaler Einrichtungen** – für die Lebensgestaltung wichtige Bedeutung
- **Chancenausgleich** und Familienergänzung als zentrale Aufgaben

Bildungspolitische Bedeutung des Rahmenplans

Charlotte
Bühler
Institut

- Bekenntnis zum **eigenständigen Bildungsauftrag** non-formaler Einrichtungen
- Sicherung und Entwicklung **pädagogischer Qualität** durch ein definiertes Bildungsverständnis und notwendige Rahmenbedingungen
- **Wissenschaftliche Erkenntnisse** als Basis
- **Offenheit** hinsichtlich Didaktik und Methodik
- Grundlage für **Planung, Reflexion und Evaluation** der Bildungsarbeit
- **Transparenz** und Öffentlichkeitsarbeit

Inhaltliche Struktur

Charlotte
Bühler
Institut

- A. **Allgemeiner Teil**
Pädagogische Orientierung
- B. **Altersspezifische Teile**
Frühe Kindheit
Schulkindalter
Jugendalter (Université du Luxembourg)

Pädagogische Orientierung Bild vom Kind/vom Jugendlichen

Charlotte
Bühler
Institut

- Sie sind **kompetente Individuen** mit einer individuellen (Bildungs-)Biografie. Sie sind neugierig und kreativ und haben **Freude am Spielen und Lernen**.
- Sie differenzieren ihre Kompetenzen in Wechselwirkung mit ihren sozio-kulturellen Ressourcen.



Pädagogische Orientierung Bild vom Kind/vom Jugendlichen

Charlotte
Bühler
Institut

- Sie sind **Ko-Konstrukteure** ihrer Entwicklung und Bildung.
- Sie sind gleichwertige Mitglieder der Gesellschaft und haben **eigene Rechte**, etwa auf Bildung und Information, auf Meinungsäußerung sowie auf Ruhe, Freizeit und Spiel.

Pädagogische Orientierung Bildungsverständnis

Charlotte
Bühler
Institut

- **Bildung** als dynamischer Prozess der Auseinandersetzung des Menschen mit sich selbst und seiner Umwelt
- Ganzheitliche Bildung bezieht sich auf **formale, non-formale und informelle Prozesse**, die aufeinander Bezug nehmen sollten

Pädagogische Orientierung Non-formale Bildung

Charlotte
Bühler
Institut

- **Non-formale Bildung** ist außerhalb des formalen Schulsystems organisiert, z.B. Crèche, Maison Relais, Jugendhaus
- In **non-formalen Bildungseinrichtungen** liegt der Schwerpunkt nicht auf der Vermittlung von Kulturtechniken und Fachwissen. Besonderer Wert wird auf Individual- und Sozialkompetenz sowie auf Partizipation gelegt.
- Es wird vermehrt Zeit und Raum für eigene Interessen der Kinder und Jugendlichen angeboten.

Spielen und Lernen als zentrale Bildungsprozesse

Charlotte
Bühler
Institut

- **Spiel** als grundlegende Form des Lernens, das aktiv, entdeckend und strukturierend ist und neues Lernen anregt
- **Lernen** durch Experimentieren, Spielen, Fragen und Forschen, durch Lernen am Modell, durch Versuch und Irrtum, Reflexion und kritisches Hinterfragen, Üben und Wiederholen etc.



Pädagogische Orientierung Kompetenzen

Charlotte
Bühler
Institut

- Verbindung zwischen Wissen und Können
- Resultate selbst organisierten Lernens in Wechselbeziehung mit der Umwelt
- Grundlage für situationsadäquates und verantwortungsbewusstes Handeln
 - **Individualkompetenz**
 - **Sozialkompetenz**
 - **Fachkompetenz**
 - **Methodenkompetenz**
 - **Metakompetenz**

Pädagogische Orientierung Merkmale der non-formalen Bildung

Charlotte
Bühler
Institut

- **Freiwilligkeit**
erhöht besonders bei Jugendlichen die intrinsische Motivation und Partizipationsbereitschaft
- **Offenheit**
 - in Bezug auf Konzeption, Ziele und Methoden
 - Öffnung der non-formalen Bildungseinrichtung nach außen
- **Partizipation**
- **Subjektorientierung**
- **Entdeckendes Lernen**

Pädagogische Orientierung Merkmale der non-formalen Bildung

Charlotte
Bühler
Institut

- **Prozessorientierung:**
 - Kompetenzerwerb als ergebnisoffene Auseinandersetzung mit sich und der Umwelt
 - Freiheit bezüglich Zeit- und Leistungsdruck
- **Partnerschaftliches Lernen**
- **Beziehung und Dialog**
- **Autonomie und Selbstwirksamkeit**



Altersspezifische Teile

Frühe Kindheit, Schulkindalter, Jugendalter

Charlotte
Bühler
Institut

Inhaltliche Struktur:

- Einführung in die Altersgruppe
- Rolle der Pädagoginnen und Pädagogen
- Rahmenbedingungen für Bildungsprozesse in non-formalen Einrichtungen
- Handlungsfelder der non-formalen Bildung

Handlungsfelder der non-formalen Bildung

Charlotte
Bühler
Institut

- Emotionen und soziale Beziehungen
- Wertorientierung, Partizipation und Demokratie
- Sprache, Kommunikation und Medien
- Ästhetik, Kreativität und Kunst
- Bewegung, Körperbewusstsein und Gesundheit
- Naturwissenschaft und Technik

Ein reichhaltiges und anspruchsvolles Spiel- und Lernumfeld als Vision

Charlotte
Bühler
Institut

